

**Programme des Nations Unies pour le Développement**  
**Madagascar**  
**[Institutions Démocratiques, Intègres, Représentatives et Crédibles]**  
**((IDIRC))**  
**Rapport Trimestriel sur progrès au [30 Septembre 2017]**

**Award ID :** 00097146

**Durée du projet:** septembre 2016 – décembre 2018

**Effet UNDAF:** Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

**Produit CPD: Résultat 2:** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

**Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD :** Effet n°2 : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

**Total Budget:** 1 100 000 USD

**Agence de mise en œuvre:** PNUD

**Liste de distribution aux parties prenantes**

1. MARA Volamiranty Donna, Directeur Général Communication (DGCom) MCIRI ;
2. BARBIN Ramahefasoa, Directeur Général des Relations avec les Institutions (DGRI) MCIRI ;  
Belalahy Hanitriniaina, Directeur des Droits de l'Homme et des Relations Internationales (DDHRI, Ministère de la Justice)
3. Ramanantsoa Ramelson Nirinamihamina, Directeur de Programme et Suivi-Evaluation (DPSE, Ministère de la Justice)
4. Georges RAZAFIMANANTSOA, DPCSE - BIANCO
5. Reyna JOSVAH-RABIAZA, Directeur de la Communication – Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI)
6. RABEMANISA Andriamampandry, Directeur des Etudes Stratégiques - SAMIFIN
7. RANDRIANJAFISOLO Anthony, Assemblée Nationale
8. RAKOTOMALALA Jacques Yves Richard, Sénat
9. MATAVIMANA Ravao Georgine, Commissaire – Conseil National Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH)
10. Miary RASOLOFOARIJAONA, Secrétaire Général – Ordre des Journalistes
11. Ferdinand RATSIMBAZAFY, Ordre des Journalistes
12. NDRIANDAHY Mahamoudou, Président de la PFNOSCM
13. Faraniaina RAMAROSAONA, Président commission LCC – Mouvement ROHY

K B A

# **RAPPORT TRIMESTRIEL (préciser trimestre et année)**

## **1. Mise en œuvre de produits du CPD**

### **Output 2 du CPD: (intitulé)**

Produit 2 CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

### **Pour chaque indicateur de produit :**

- **Intitulé indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).**

#### Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 10
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 3 / 3.33 %

#### Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- Cible fin d'année (2017) : 4 (Assemblée Nationale, Sénat, Institutions de Lutte contre la Corruption tels BIANCO, SAMIFIN, CSI),
- Réalisation (de l'année) + % d'avancement vers la cible de l'année : 3 / 75% (AN, Sénat, BIANCO)
- Commentaire : (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).

#### **- Etat d'avancement (grandes réalisations)**

- Les prestataires pour l'élaboration des émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont recrutés et les tournages des émissions sont en cours – la première émission est prévue être diffusée le 15 Octobre 2017 ;
- Une mission de préparation de la Journée Porte Ouverte (JPO) Tuléar a été réalisée fin Août en collaboration avec l'Assemblée Nationale et le Sénat ;
- Illustration du guide d'actions des Parlementaires pour la lutte contre la corruption et traduction du guide lancée et en cours de finalisation.

#### **- Faits marquants au cours du trimestre écoulé**

- **Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente)**  
(ex. : risque de ne pas atteindre la cible annuelle, causes et mesures à prendre)

### **Pour chaque indicateur de produit :**

- **Intitulé indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne**





Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet : 0
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 6
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 4 -66%

Pour l'année considérée :

- Baseline (2017) : 0
- **Cible fin d'année (2017) : 5**
  - o Accompagner la mise en place et l'opérationnalisation des PAC ;
  - o Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination ;
  - o Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire ;
  - o Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs ;
  - o Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC ;
  - o Appuyer les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit
- **Réalisation cumulée (+ % d'avancement vers la cible) : 4 - 80%**
  - o Accompagner la mise en place et l'opérationnalisation des PAC (75%);
  - o Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination ;
  - o Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire (75%);
  - o Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (75%);
  - o Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC (100%) ;
- **Commentaire : (si la cible a été atteinte dire quels ont été les facteurs de succès, dans le cas contraire dire quelles ont été les contraintes/lacunes).**

Meilleure collaboration entre le projet IDIRC et le BIANCO Territorial de Tuléar ;  
Appropriation par les bénéficiaires par rapport aux activités.
- **Etat d'avancement (grandes réalisations)**
- La capacité du BIANCO a été renforcée par le projet dans l'appui à la tenue d'une table ronde des Bailleurs et Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- Une vulgarisation de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC) et des deux textes (loi sur la lutte contre la corruption, loi portant sur les Pôles Anti-Corruption) auprès des Services Techniques Déconcentrés (STD) de la Région Atsimo Andrefana en collaboration avec le BIANCO Territorial de Tuléar a été réalisée à Tuléar ;
- Un renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) et des jeunes en matière d'interpellation sur la LCC a été effectué ;
- Le cabinet en charge de la restructuration du BIANCO a été contractualisé et la consultance est en cours ;
- L'étude sur la mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs a été lancée ;
- L'appel à proposition de projet concernant les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit a été réalisée ;
- Un atelier de renforcement des capacités en matière de code d'éthique et de déontologie des magistrats et des greffiers a été réalisé à Mahajanga pour les juridictions des provinces de Mahajanga et d'Antsiranana et à Toamasina pour les juridictions des provinces de Toamasina et d'Antananarivo ;
- Le projet a appuyé la mission du BIANCO Territorial de Tuléar pour la mise en place d'Antenne Mobile dans la Région Androy (Ambovombe) ;

K B A

- **Faits marquants au cours du trimestre écoulé**

285 agents publics, 185 jeunes (élèves, jeunes de l'Université, membres de la Maison des Jeunes), 16 relais dont des membres de la société civile, des notables et des religieux et enfin le personnel du Projet de Développement (FID) dans les Districts d'Ambovombe, de Tsihombe, de Beloha de la Région Androy ont été touché par les séances de vulgarisation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, à la mise en place de la Cellule Anti-Corruption (CAC), à l'animation du code de déontologie de l'administration et de bonne conduite des Agents de l'Etat et appui à l'élaboration du plan d'action de la Cellule Anti-Corruption ainsi qu'à la sensibilisation à la lutte contre la corruption et mise en place d'un Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) provisoire pour les étudiants de l'Université.

- **Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente (ex. : risque de ne pas atteindre la cible annuelle, causes et mesures à prendre)**

## **2. Mise en œuvre de produits du Plan stratégique**

### **Outcome 2 du plan stratégique:**

**Output 2.1: Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions.**

- Intitulé indicateur :

**Indicateur 2.1.1.A.1.1 : Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation**

- Baseline début du projet : 3
- Cible cumulée à la fin du projet (2018) : 4
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 4
- Baseline 2017: 3= capacité partiellement améliorée
- Cible fin d'année (2017): 3 = capacités partiellement améliorée
- Réalisation (de l'année) + % d'avancement vers la cible de l'année : 4 = capacités partiellement améliorée / % avancement vers la cible annuelle : 100%

- Etat d'avancement (grandes réalisations) :

Renforcement des capacités du Parlement (AN et Sénat) sur l'analyse des textes et projets de loi

Portes Ouvertes : outils de dialogue entre Parlementaires et le peuple.

- Faits marquants au cours du trimestre écoulé :
- Observations importantes le cas échéant, nécessitant une prise de décisions/action urgente (ex. : risque de ne pas atteindre la cible annuelle, causes et mesures à prendre)

**Output 2.2: Institutions and systems enabled to address awareness, prevention and enforcement of anti-corruption measures across sectors and stakeholders.**

- Intitulé indicateur :

K B



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est-il pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes. Cependant, les résultats restent très dépendants des paramètres échappant au contrôle du projet.

Pour le projet, le pourcentage des participants aux différents renforcements de capacités effectués dans le cadre des activités du projet IDIRC étant des femmes est : **35,10 %**

- Concernant l'atelier sur le code d'éthique et de déontologie avec les magistrats à **Majunga** : il y a 36 participants qui sont des magistrats de la juridiction des provinces de Majunga et de Diégo dont 12 femmes ; 37 greffiers participants des greffiers des TPI de la Province de Majunga et de Diégo dont 20 femmes et enfin 18 autres acteurs non magistrats dont 7 femmes (société civile, média, offices de polices judiciaires...) pour la rencontre avec le CSM **Tamatave** : il y a 67 participants qui sont des magistrats de la juridiction des provinces de Tamatave et d'Antananarivo dont 28 femmes ; 55 greffiers participants des greffiers des TPI de la Province de Tamatave et des greffiers des TPI d'Antananarivo dont 32 femmes et enfin 20 autres acteurs non magistrats dont 5 femmes (société civile, média, offices de polices judiciaires...) pour la rencontre avec le CSM;
- Concernant l'atelier de renforcement des capacités des OSC et des jeunes à Tuléar : 32 participants dont 7 femmes ont été informés et formés sur la SNLCC et les deux lois ainsi que sur la veille, interpellation et notion de redevabilité ;
- Concernant l'atelier de vulgarisation de la nouvelle SNLCC et des deux lois aux Services Techniques Déconcentrés (STD) effectué à Tuléar : 41 responsables des STD ont bénéficié d'une information dont 7 femmes ;
- Pour l'atelier de renforcement des capacités des Organisations de la Société civile (OSC) et des jeunes ; ;
- Sur l'Antenne Mobile effectuée par le BIANCO Territorial de Tuléar à Ambovombe : 285 agents publics dont 79 femmes, 185 jeunes (élèves, jeunes de l'Université, membres de la Maison des Jeunes) dont 74 femmes, 16 relais dont 7 femmes membres de la société civile, des notables et des religieux et enfin 34 personnel du Projet de Développement (FID) dont 12 femmes dans les Districts d'Ambovombe, de Tsihombe, de Beloha de la Région Androy ont été touché par des séances de sensibilisation sur la SNLCC, code d'éthique et déontologie des agents de l'Etat, la mise en place de CAC et enfin le processus de mise en place de RHI provisoire.

#### **4. Point sur le renforcement des capacités nationales**

Toutes les activités menées dans le cadre du projet concernent le renforcement des capacités nationales.

#### **5. Point sur la coopération sud-sud**

Pour la coopération Sud-Sud, le projet collabore avec EISA qui est une ONG Africaine dans l'appui à la réalisation des journées Portes Ouvertes.

#### **6. Principaux problèmes rencontrés et solutions adoptées ou proposées**

Y B



La mise en place et l'opérationnalisation du PAC prévue pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 n'est pas encore effective. Le processus de recrutement du personnel du PAC est encore en cours. Le PAC sera hébergé provisoirement au bureau de l'actuelle Chaine Pénale Anti-Corruption - CPEAC). Le bâtiment définitif du PAC auquel une réhabilitation sera à appuyer par le PNUD dans le cadre du projet IDIRC n'est pas encore connu. A cet effet, le projet va réhabiliter le bureau provisoire de la juridiction du PAC mais bureau définitif de la Coordination du PAC.

**Solution adoptée et/ou proposée** : report du budget y afférent pour l'année 2018 déjà discutée avec la partie nationale.

L'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs a été adopté en Conseil des Ministres au mois de juin 2017 donc n'a pas été adoptée à la première session parlementaire de l'année 2017. Or la conception de modèle d'agence de recouvrement ne pourrait être élaborée qu'après l'adoption de cet avant-projet de loi au risque de ne pas être adapté au contexte national.

**Solution adoptée et/ou proposée** : report du budget y afférent pour l'année 2018 déjà discutée avec la partie nationale.

L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre a engendré des réticences au niveau du Comité de Pilotage du projet IDIRC lors de la réunion de ce comité.

**Solution adoptée et/ou proposée** : élaboration de note sur la corruption sexuelle et d'un recadrage d'activité notamment axé sur la campagne de sensibilisation en commençant par un diagnostic des secteurs et segments de la population la plus touchée. L'élaboration des Termes de Références afférentes à cette thématique est en cours.

Il est prévu dans le PTA 2017 qu'une mise à jour de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information dont l'initiative revient au CSI sera effectuée. Le Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI) est l'entité apte à porter cet avant-projet de loi. Or le MCRI n'a pas encore mis comme priorité cette loi.

**Solution adoptée et/ou proposée** : Avec l'arrivée du nouveau Ministre et des nouveaux staffs, renégociation avec le Secrétaire Général et le Directeur Général de la Communication. Le MCIRI a annoncé lors la Journée Internationale sur l'Accès à l'Information en fin Septembre le lancement du processus de ce projet de loi sur l'accès à l'information.

## ***7. Perspectives pour le prochain trimestre***

### ***Volet Lutte contre la corruption :***

- Effectuer la validation de l'étude de l'élaboration d'un mécanisme de protection des dénonciateurs effectué par le BIANCO;
- Réaliser l'étude sur la corruption basée sur le genre ;
- Continuer et valider l'étude sur la restructuration du BIANCO ;
- Effectuer le suivi des OSC ayant obtenu les subventions (GRANTS) pour les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit ;
- Effectuer une visite d'échange à Madagascar pour partager une bonne pratique internationale.

### ***Volet justice :***

- Réaliser l'évaluation juridique relative à l'informatisation du casier judiciaire ;

V D  
B

- Réaliser l'évaluation informatique relative à l'informatisation du casier judiciaire.

**Volet Parlement :**

- Produire et diffuser les émissions TV/radio dans les deux chambres à partir du mois d'octobre 2017 ;
- Diffuser le Guide d'action des Parlementaires pour la Lutte contre la Corruption aux deux chambres.

K B D



## RAPPORT TRIMESTRIEL SUR LES PROGRES

Business Unit : MDG10

Award ID : 00097146

Titre du Projet /Programme : Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC)

Partenaire de mise en œuvre : Ministères de la Justice (MINJUS), Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions (MCIRI)

Date de début du projet : 01 septembre 2016

Date de fin du projet : 31 décembre 2018

Période du rapport Du : [01 Juillet 2017]

au [30 septembre 2017]

Budget total du projet/programme (USD):

1 100 000 USD

Taux de décaissement cumulé (en %): 33,26%

### Section 1. Mise en œuvre du projet

#### A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	Janvier 2017	« Turn-over » au sein des acteurs de redevabilité lesquel sont régulièrement mutés ou remplacés et qui ne permettent pas aux institutions bénéficiaires d'avoir les informations à jour sur le projet et qui pourrait retarder la mise en œuvre	30 Septembre 2017	Inciter les institutions à nommer des fonctionnaires « points focaux » pour éviter de changer d'interlocuteur à chaque réunion  Etablissement de liens avec les techniciens des institutions moins sujets à des rotations	Non	Chargé de programme



Politique	Janvier 2017	La lenteur et l'absence de dynamisme au niveau des 2 chambres (haute et basse) pourraient ralentir la mise en œuvre des activités menées	30 Septembre 2017	Avec l'appui de l'Unité Stratégique et Politique, le Bureau Pays va suivre la situation et des actions appropriées seront prises pour que cela n'affecte pas négativement le Programme.	Non	Chargé de programme
Stratégique	Janvier 2017	Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des différentes actions en vue de la LCC et l'amélioration du contrat	30 Septembre 2017	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaidoyer pour s'assurer que la loi sur le recouvrement des avoirs puisse être adoptée à la deuxième session parlementaire de 2017 et que le premier PAC soit vraiment opérationnels en décembre 2017	Oui	Chargé de programme
Opérationnel	Janvier 2017	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	30 Septembre 2017	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM
		Insécurité dans les zones d'intervention	30 Septembre 2017	Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps opportun pour que le programme ne soit pas affecté.	Non	Chargé de programme
Financier	Janvier 2017	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	30 Septembre 2017	Développement de plan de redressement/rattrapage	Non	Chargé de programme

## B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
La lenteur dans le processus d'adoption des textes légaux	Mars 2017	L'avant-projet de loi sur le recouvrement des avoirs ne sera adopté au Parlement que la deuxième session parlementaire (mois d'octobre à décembre)	30 Septembre 2017	Une réunion du Groupe de Dialogue Stratégique (GDS) a été organisée sur la thématique Lutte contre la Corruption	Non	Chargé de Programme
Retard de la mise en place et opérationnalisation du PAC	Janvier 2017	La mise en place et l'opérationnalisation du PAC a beaucoup retardé au niveau du Ministère de tutelle et cause ainsi le retard des activités du projet y afférentes (réhabilitation PAC, Formation des magistrats)	30 Septembre 2017	Rencontre du DRRP avec le Ministère de la Justice et les autres acteurs de LCC (BIANCO)	Oui	Chargé de Programme
Discordance de points de vue entre MCIRI et CSI sur l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information	Janvier 2017	L'activité sur la mise à jour du projet de loi sur l'accès à l'information a été en stand by	30 Septembre 2017	Une réunion du projet IDIRC avec le MCIRI a été effectuée. Le MCIRI a annoncé le commencement du processus d'élaboration du projet de loi sur l'accès à l'information lors de la célébration de la journée internationale sur l'accès à l'information	Oui	Chargé de Programme



## Section 2. Progression des produits du CPD :

Project ID : 00100981

**Description :** Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne

### Longue description :

- Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité ;
- L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels ;
- La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption ;
- La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée ;
- La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents légaux et administratifs ;
- L'équipe de mise en œuvre du projet est mise en place et opérationnelle ;
- La mise en œuvre du projet est communiquée et suivie, et l'assurance qualité est assurée par le programme du PNUD.

**Indicateurs 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).**

**Baseline (2017) : 0**

**Cible de l'année (2017) : 4**

**Etat d'avancement (valeur + % d'évolution vers la cible de l'année) : Valeur : 3 /75 %**

- Les prestataires pour l'élaboration des émissions télé et radio de l'Assemblée Nationale et du Sénat sont recrutés et les tournages des émissions sont en cours – la première émission est prévue être diffusée le 15 Octobre 2017 ;
- Une mission de préparation de la Journée Porte Ouverte (JPO) Tuléar a été réalisée fin Août en collaboration avec l'Assemblée Nationale et le Sénat ;
- Illustration du guide d'actions des Parlementaires pour la lutte contre la corruption et traduction du guide lancée.



## Moyens de vérification : Rapports des deux Chambres (Assemblée Nationale et Sénat)

Indicateurs : 2.3. Nombres d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.

Baseline [2017]: 0

Cibles 2017 : 5

### Etat d'avancement (valeur + % d'évolution vers la cible de l'année): 4 / 80%

- La capacité du BIANCO a été renforcée par le projet dans l'appui à une table ronde des Bailleurs et Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- Une vulgarisation de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC) et des deux textes (loi sur la lutte contre la corruption, loi portant sur les Pôles Anti-Corruption) auprès des Services Techniques Déconcentrés (STD) de la Région Atsimo Andrefana en collaboration avec le BIANCO Territorial de Tuléar a été réalisée à Tuléar ;
- Un renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) et des jeunes en matière d'interpellation sur la LCC a été effectué ;
- Le cabinet en charge de la restructuration du BIANCO a été contractualisé et la consultance est en cours ;
- L'étude sur la mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs a été lancée ;
- L'appel à proposition de projet concernant les initiatives de sensibilisation et mobilisation des jeunes en matière de LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit a été réalisée ;
- Un atelier de renforcement des capacités en matière de code d'éthique et de déontologie des magistrats et des greffiers a été réalisé à Mahajanga pour les juridictions des provinces de Mahajanga et d'Antsiranana et à Toamasina pour les juridictions des provinces de Toamasina et d'Antananarivo ;
- Le projet a appuyé la mission du BIANCO Territorial de Tuléar pour la mise en place d'Antenne Mobile dans la Région Androy (Ambovombe) ;

### Moyens de vérification : Rapports et BDD du BIANCO, du Ministère de la Justice

## Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.1 Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité  
Longue description :

- Accompagner la mise en place et opérationnalisation des PAC ;
- Renforcer les capacités du BIANCO, CSI et SAMIFIN et leur coordination (entre eux et avec le PAC) ;



- Appuyer les mécanismes d'intégrité du système judiciaire ;
- Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements ;
- Informatisation du casier judiciaire ;
- Appuyer la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs.

Date de début : janvier 2017

Date de fin : décembre 2017

% Progression jusqu'à ce jour : 65%

Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes

Concernant la mise en œuvre de la loi sur le recouvrement des avoirs : l'avant-projet de loi a été seulement adopté en Conseil des Ministres. L'avant-projet de loi devrait normalement entrer en adoption en 2<sup>ème</sup> session parlementaire. Ainsi, l'activité de finalisation des décrets d'application ainsi que la mise en place d'une agence de recouvrement ont dû être reportée pour l'année 2018.

Pour l'effectivité de l'exécution des peines grâce à la frappe des jugements, les élèves greffiers sortants de l'ENMG devraient effectuer les frappes de jugements à titre d'apprentissage au métier pour ces derniers. Or le délai est très court entre leur sortie et leur prise de poste. Ainsi, le Ministère de la Justice a jugé préférable de reporter l'activité en 2018.

Les mécanismes d'intégrité du système judiciaire dont les descentes du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) et les ateliers sur le code d'éthique et de déontologie des magistrats et des greffiers ainsi que la rencontre du CSM avec les acteurs non magistrats, les interventions étaient étendues aux juridictions de la province de Majunga, Diégo, Tananarive et Tamatave pour avoir une couverture nationale.

L'évaluation de l'informatisation du casier judiciaire est en cours. Les deux consultants juriste et informaticien en charge de cette évaluation ont été recrutés.

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités			
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)	
Le choix des tribunaux pour les descentes d'enquête du CSM sont selon des critères bien précis	Décembre 2017	Date : 10 septembre 2017 Avis des bénéficiaires: satisfaits Score : 9/9	Date : 10 Septembre 2017 Utilisation des ressources : dépassé Score : 6/9	Date : 10 Septembre 2017 Respect des délais : oui Score : 9/9	
	Décembre 2017	Date : 10 septembre 2017 Avis des bénéficiaires: satisfaits Score : 9/9	Date : 10 Septembre 2017 Utilisation des ressources : dépassé Score : 6/9	Date : 10 Septembre 2017 Respect des délais : oui Score : 9/9	



et en adéquation avec d'autres cadres légaux	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : reportée en 2018 Respect des délais : Score :
Les Tribunaux d'intervention concernés présentant un fort taux de jugement arriérés et zones d'intervention du PBF	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : reportée en 2018 Respect des délais : Score :
L'évaluation juridique et informatique permettant de présenter l'état des lieux et des recommandations adaptée au contexte	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
Logiciel adapté aux réalités malagasy	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption</p> <p>Longue description :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un mécanisme de protection des dénonciateurs (whistleblowers) ;</li> <li>- Réaliser une étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et élaborer des outils de sensibilisation ;</li> <li>- Communiquer à la population les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC</li> </ul> <p>Date de début : janvier 2017 % Progression jusqu'à ce jour : 70%</p> <p>Date de fin : juin 2017</p>				



<p>Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes</p> <p>Le processus sur le mécanisme de protection des dénonciateurs est en cours avec BIANCO. Il reste l'atelier de validation.</p> <p>L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre a engendré des réticences au niveau du Comité de Pilotage du Projet IDIRC. Une note sur la corruption sexuelle avec une proposition de recadrage d'activité notamment axé sur la campagne de sensibilisation en commençant par un diagnostic des secteurs et segments de la population la plus touchée. Les Termes de Référence y afférents sont en cours d'élaboration et les outils de sensibilisation seront élaborés au 4<sup>ème</sup> trimestre.</p>				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Le mécanisme de protection des dénonciateurs ((whistleblowers) est pérenne	Décembre 2017	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :
Satisfaction des participants	Décembre 2017	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :
Modèle de dénonciation des abus par appel téléphonique gratuit adapté au contexte malgache	Décembre 2017	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :
L'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre est selon les normes	Décembre 2017	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :
Les outils de sensibilisation sont élaborés par cible	Décembre 2017	Date :	Date :	Date :
		Avis des bénéficiaires:	Utilisation des ressources :	Respect des délais :
		Score :	Score :	Score :



Mécanismes et dispositions prévues pour la LCC	Décembre 2017	Date : juillet à fin septembre 2017 Avis des bénéficiaires : satisfaisant Score : 9	Date : juillet à fin septembre 2017 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : juillet à fin septembre 2017 Respect des délais : oui Score : 9
<p>Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.2. La culture de redevabilité des représentants politiques envers la population est développée/améliorée</p> <p>Longue description :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la lutte contre la corruption (LCC) ;</li> <li>- Renforcer les capacités des commissions juridiques de l'AN et du Sénat et de leur staff à analyser les textes et projets de loi ;</li> <li>- Appuyer l'élaboration d'outils de dialogue entre parlementaires et électeurs ;</li> <li>- Organisation de journées portes ouvertes du Parlement</li> </ul> <p>Date de début : octobre 2017      Date de fin : décembre 2017</p> <p>% Progression jusqu'à ce jour : 75%</p> <p>Explications (planification dépassée ou non atteinte) : causes</p> <p>Les Parlementaires dans le GOPAC et APNAC n'ayant pas encore répondu à la sollicitation du projet IDIRC pour un partage d'expérience concernant le renforcement de la connaissance des Parlementaires sur leur redevabilité, la transparence et la LCC, l'activité sera reportée à la première session parlementaire en 2018.</p> <p>Les outils de dialogue notamment la conception des émissions télé et radio sont en cours. Toutes les émissions seront produites fin décembre 2017. Les prestataires pour la diffusion de ces émissions sont recrutés.</p>				
Résultats des activités				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Avis des bénéficiaires (date et score)		Respect des délais (date et score)
Satisfaction des participants aux ateliers de renforcement de capacité	Décembre 2017	Date : Avis des bénéficiaires : Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Respect des délais : Score :



